Ces djihadistes français en Syrie qui touchaient encore leurs allocations sociales

25/10/2017 à 20h18

Depuis 2008, un groupe entier de la Brigade criminelle s'est spécialisé dans la traque du financement de l'État islamique. Les policiers se sont aperçus que 20 % des combattants français sur zone continuaient de recevoir des prestations sociales.

(…) Selon nos informations, 420 virements frauduleux ont été mis au jour en 2016. Explorant le filon financier, le groupe spécialisé de la Brigade criminelle a débusqué une tentaculaire affaire internationale de collecteurs de fonds servant à financer l'État islamique. Devant l'ampleur du dossier, la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI), de la Sous-direction antiterroriste (Sdat), de l'Office central en charge de la grande délinquance financière (Ocrgdf) mais aussi d'Europol ont été aussi sollicités. Agissant dans le cadre d'une enquête préliminaire ouverte depuis novembre 2015, les policiers ont identifié pas moins de 210 collecteurs turcs mais aussi libanais.

Au total, le trafic porterait sur un montant global plus de 2 millions d'euros, dont 500.000 euros seraient partis de France entre mi-2012 et mi-2017. Selon un dernier pointage, 190 expéditeurs français ont été identifiés. Depuis lors, l'Europe s'est organisée pour donner l'alerte en cas de transfert de fonds suspects. Pour les aides indûment obtenues, les policiers ont fait en sorte de couper le robinet en communiquant aux organismes sociaux abusés le nom des

bénéficiaires ayant disparu du territoire national. Plus que jamais, ils pensent que le trépas de Daech passera aussi par l’organisation de son asphyxie financière.

Le Figaro

Merci à **valforf**